

DÉMOGRAPHIE DES CHIRURGIENS-DENTISTES EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE : OPPORTUNITÉS ET PERSPECTIVES

[Frédéric Denis](#), [Bernard Guimelli](#), [Emmanuel Nicolas](#), [Bruno Meymandi-Nejad](#),
[Charlotte de Fontagalland](#), [Patrice Diot](#)

S.F.S.P. | « Santé Publique »

2019/5 Vol. 31 | pages 711 à 714

ISSN 0995-3914

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-sante-publique-2019-5-page-711.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour S.F.S.P..

© S.F.S.P.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Démographie des chirurgiens-dentistes en région Centre-Val de Loire : opportunités et perspectives

Dentistry demographics of Center Val de Loire region: opportunities and prospects

Frédéric Denis^{1,2,3}, Bernard Guimelli², Emmanuel Nicolas⁴, Bruno Meymandi-Nejad⁵, Charlotte de Fontagalland⁵, Patrice Diot^{6,7}

↳ Résumé

La région Centre-Val de Loire est particulièrement impactée par la pénurie de professionnels de santé. La démographie des chirurgiens-dentistes n'échappe pas à cette conjoncture au point que le départ à la retraite d'un praticien est devenu un véritable enjeu de santé publique. Pour cela, des passerelles ont été créées entre les facultés d'odontologie de Nantes, de Clermont-Ferrand et la faculté de médecine de Tours, pour accueillir des étudiants de troisième cycle court en région Centre-Val de Loire, faire le lien avec les praticiens libéraux et permettre aux étudiants de se confronter aux problématiques de santé de ce territoire.

Mots-clés : Démographie ; Chirurgien-dentiste ; Région Centre-Val de Loire.

↳ Abstract

The Center Val de Loire region is particularly affected by the shortage of health professionals. The demographics of dentists are not immune to this situation and the retirement of a practitioner has become a real public health issue. For this purpose, bridges were created between the faculties of odontology of Nantes, Clermont-Ferrand and the Faculty of Medicine of Tours, to welcome short cycle students in Center Val de Loire region, to create a link with the liberal practitioners and to allow the students to confront the health issues of this territory.

Keywords: Demography; Dental surgeon; Center Val de Loire region.

¹ Service d'odontologie – Faculté de médecine – CHU de Tours – Tours – France.

² Faculté d'odontologie – Université de Nantes – Nantes – France.

³ EA 75-05 Éducation, Éthique, Santé – Faculté de médecine – CHU de Tours – Tours – France.

⁴ Faculté d'odontologie – Université Clermont Auvergne – Clermont-Ferrand – France.

⁵ URPS de la région Centre-Val de Loire – Orléans – France.

⁶ Faculté de médecine – Université de Tours – Tours – France.

⁷ ONDPS – Paris – France.

La région Centre-Val de Loire est particulièrement impactée par la pénurie de professionnels de santé. La démographie des chirurgiens-dentistes n'échappe pas à cette conjoncture dans de nombreuses régions. En 2013, l'observatoire régional de la santé (ORS) Centre-Val de Loire pointait une densité de chirurgiens-dentistes de 45/100 000, vs 67/100 000 pour la moyenne nationale. Parmi les 1 302 chirurgiens-dentistes en exercice en 2018, 42,7 % ont plus de 55 ans [1].

L'héliocentrisme est marqué, avec une moyenne de 80/100 000 odontologistes pour la métropole de Tours et à peine 20/100 000 dans certaines communes rurales de la région [2].

Une étude de la démographie des chirurgiens-dentistes réalisée en 2018 par l'union régionale des professionnels de santé (URPS) chirurgiens-dentistes (figure 1) montre que l'érosion se poursuit et que les rares installations sont loin de compenser les départs à la retraite. Au-delà de ces inégalités territoriales fortes de l'offre de soins, la pérennisation des cabinets dentaires lors du départ à la retraite de leur praticien est devenue un véritable enjeu de santé publique.

Opportunités

En 2022, la France devrait compter 2 000 maisons de santé [3]. Au sein de ces structures, dont le développement est une des mesures phares du Gouvernement pour « renforcer l'accès territorial aux soins », les professionnels de santé libéraux assurent des soins et des actions de santé publique. Pour renforcer ces dispositifs, le recrutement de maîtres de stage universitaire en médecine est l'un des engagements du président de la République [4]. Les chirurgiens-dentistes doivent à leur tour se saisir de ces opportunités.

Les études en odontologie sont, par nature, focalisées sur un apprentissage d'actes techniques se concentrant sur la sphère orale. Cette séparation de la bouche du reste du corps a été et demeure d'un grand préjudice pour la santé en général et la santé publique en particulier. Outre les aspects historiques à rattacher à ce schisme, c'est bien une nécessaire vision globale de la santé, à partager toujours plus entre tous les professionnels de santé, qui est en jeu.

Dans leur formation initiale, les étudiants en odontologie ont peu l'occasion de croiser d'autres étudiants en santé et de cultiver ainsi l'interprofessionnalité. Or le « travailler ensemble » est désormais incontournable pour une prise

en charge coordonnée des soins et une efficiente promotion de la santé. Dans ce contexte, les chirurgiens-dentistes doivent trouver leur place dans un projet de santé et de soins au sein des structures où ils exerceront, demain, leur métier. Enfin, 91 % des étudiants en odontologie se destinent à un exercice libéral et seulement 250 heures à 300 heures de stage en cabinet libéral sont prévues, sur les 5 000 heures nécessaires à la formation d'un chirurgien-dentiste !

Perspectives

Les doyens de la faculté de médecine de Tours, des facultés d'odontologie de Nantes et de Clermont-Ferrand, l'URPS chirurgiens-dentistes, la région et l'agence régionale de santé (ARS) Centre-Val de Loire, le Conseil national de l'Ordre des chirurgiens-dentistes et Tours Métropole portent ensemble l'ambition d'un projet hospitalo-universitaire en odontologie dans la région Centre-Val de Loire, qui ne comporte pas de faculté d'odontologie. Le noyau dur de ce projet vise la création de passerelles entre les facultés d'odontologie de Nantes et de Clermont-Ferrand pour accueillir des étudiants de troisième cycle court en région Centre-Val de Loire, d'abord au centre hospitalier universitaire (CHU) de Tours, tête de pont de ce dispositif, puis dans les centres hospitaliers périphériques de la région, comme celui d'Orléans qui accueille déjà des étudiants depuis 2017. Au final, ce projet a pour but de faire le lien avec les praticiens libéraux et permettre aux étudiants d'être au cœur des problématiques de santé d'un territoire.

Comme le médecin généraliste, le chirurgien-dentiste est un acteur de soins primaires et le maillage territorial par des omnipraticiens libéraux est un point fort de cette profession qui doit être sauvegardé. De plus, le savoir issu de l'expérience des praticiens libéraux est une ressource pour enrichir la formation des étudiants en chirurgie dentaire. Une ressource, sous réserve que les maîtres de stage « universitaire en odontologie » aient reçu une formation solide en pédagogie et s'inscrivent dans le projet pédagogique des unités de formation et de recherche (UFR) d'odontologie. C'est à ce titre que le savoir issu de l'expérience contribuera à consolider la formation de ces étudiants et à la désenclaver des murs de l'hôpital.

Dans cette période de réforme intense, de nombreuses appréhensions se manifestent. Pour autant, l'occasion nous est offerte de nous inscrire pour de bon dans la prise en

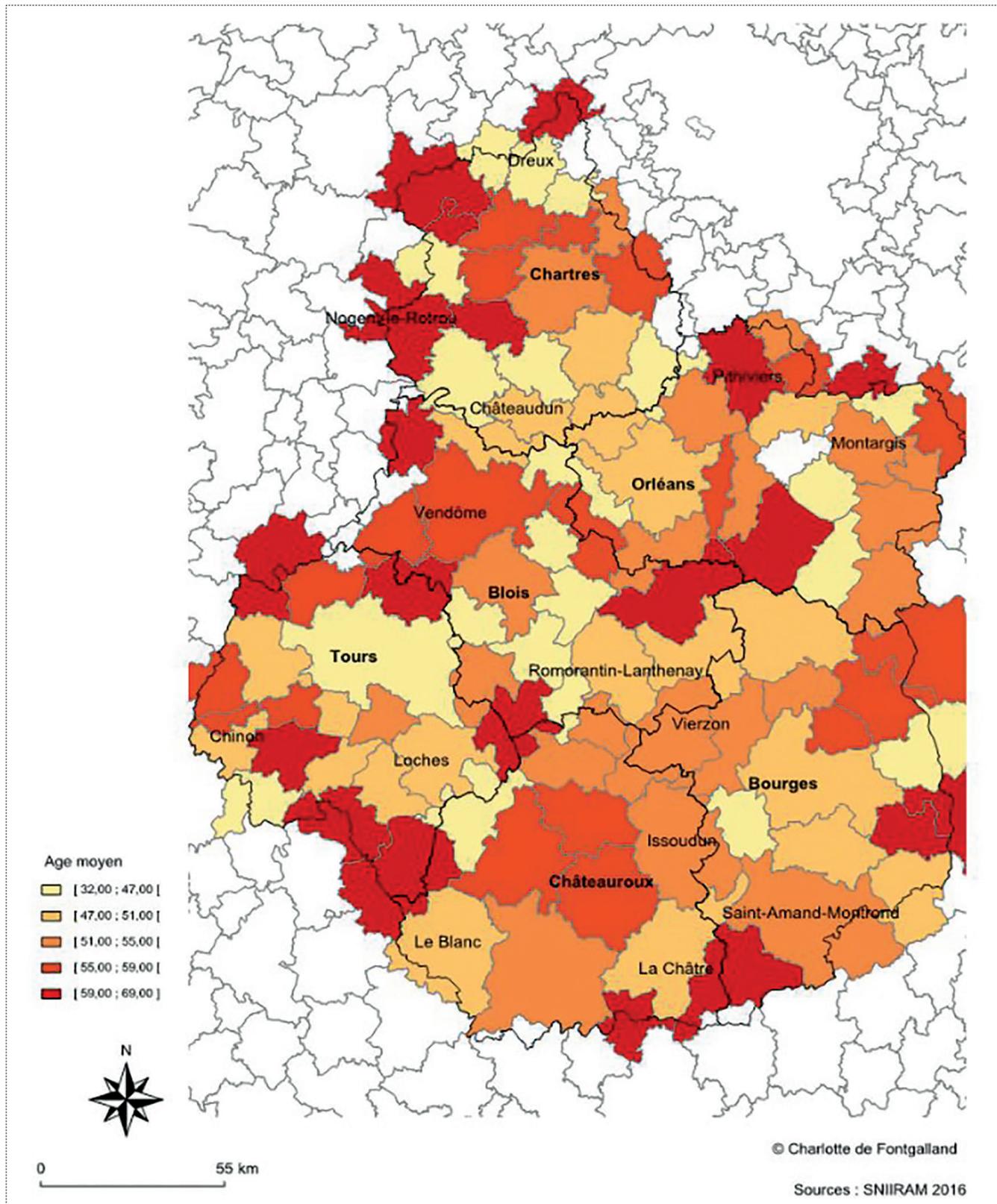


Figure 1 : Âge moyen des chirurgiens-dentistes en région Centre-Val de Loire

charge globale et coordonnée du patient au plus proche de son lieu de vie. C'est aussi l'opportunité et de ne plus occuper « un champ à part » dans le système de santé publique et de nous éloigner du risque avéré de « commodification » [5].

Aucun conflit d'intérêts déclaré

Références

1. Geniteau F, Anckaert R, Stalla S, Cherbonnet C, Leclerc C (dir.). Les inégalités sociales et territoriales de santé en Centre-Val de Loire : Édition 2015. Orléans : Observatoire régional de santé Centre-Val de Loire ; 2015 [Visité le 15/12/2018]. En ligne : https://orscentre.org/images/files/publications/inegalites_de_sante/Rapports/inegalites_2015.pdf.
2. Barlet M, Marbot C. Portrait des professionnels de santé : Édition 2016. Paris : Drees ; 2016 (coll. « Panorama de la Drees Santé »). [Visité le 15/12/2018]. En ligne : <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/portrait-des-professionnels-de-sante-edition-2016>.
3. République française. Le grand plan d'investissement [Internet]. [Visité le 17/04/2019]. En ligne : <https://www.gouvernement.fr/le-grand-plan-d-investissement>.
4. Regroupement autonome des généralistes jeunes installés et remplaçants (Reagir). 400 médecins généralistes dans les territoires prioritaires : Un premier pas dans l'amélioration du début d'exercice des jeunes médecins généralistes. [Visité le 15/12/2018]. En ligne : https://www.reagjir.fr/wp-content/uploads/2019/02/190218_CP_ReAGJIR_M%C3%A9decins-partag%C3%A9s-ville-h%C3%B4pital.pdf.
5. Pellegrino ED. The commodification of medical and health care: the moral consequences of a paradigm shift from a professional to a market ethic. *J Med Philos.* 1999;24(3):243-66.